RCS : BOURG EN BRESSE
Code greffe : 0101

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de BOURG EN BRESSE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2011 B 00068
Numéro SIREN : 529 641 813
Nom ou dénomination : ACTITHERM

Ce dépôt a été enregistré le 13/02/2018 sous le numéro de dépôt 2696

Duplicata

RECEPISSE DE DEPOT

GREFFE DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE BOURG-EN-BRESSE

32 AV ALSACE LORRAINE - CS 50317
01011 BOURG EN BRESSE CEDEX

WWW.INFOGREFFE.FR
TEL. 04 74 32 00 03

SCP GAUD VIEILLE TANDONNET ST-PAUL
1 RUE DU 23 EME RI
Le Thémis - BP 26
01001 BOURG EN BRESSE CEDEX

V/REF :
N/REF : 2011 B 68 / 2018-A-2696

Le greffier du tribunal de commerce de Bourg-en-Bresse certifie qu'il a reçu le 13/02/2018, les actes suivants :

Décision(s) de l'associé unique en date du 21/07/2017
- Augmentation du capital social
- Modification(s) statutaire(s)

Acte sous seing privé en date du 06/02/2018
- PV rectifiant la date du PV du 21/07/2017

Statuts mis à jour en date du 21/07/2017

Concernant la société

ACTITHERM
Société par actions simplifiée
82 avenue de Macon
01000 Bourg-en-Bresse

Le dépôt a été enregistré sous le numéro 2018-A-2696 le 13/02/2018

R.C.S. BOURG EN BRESSE 529 641 813 (2011 B 68)

Fait à BOURG-EN-BRESSE le 13/02/2018,

Les greffiers

TRIBUNAL DE COMMERCE DE BOURG-EN-BRESSE (AIN)

Ext-6311

Enregistré à : SIE DE BOURG EN BRESSE
Le 27/11/2017 Bordereau n°2017/1 584 Case n°9
Enregistrement : 375 € Pénalités : 46 €
Total liquidé : quatre cent vingt et un euros
Montant reçu : quatre cent dix-huit euros
Le Contrôleur des finances publiques

ACTITHERM
Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle
au capital de 60.000 euros
Siège Social : 82 Avenue de Macon
01000 BOURG EN BRESSE

529 641 813 RCS BOURG-EN-BRESSE

DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
DU 21 MAI 2017

PROCES VERBAL DE DELIBERATION

L'AN DEUX MILLE DIX-SEPT,
LE VINGT-ET-UN JUILLET,
A DIX HEURES TRENTE,

L'associé unique de la société ACTITHERM, Société par actions simplifiée unipersonnelle, s'est réunie en Assemblée générale ordinaire, sur convocation de son président, au siège social de la société sis à BOURG-EN-BRESSE (01000) 82 avenue de Macon,

a) Associé unique présent

Monsieur Khalid BACHIRI, Plombier chauffagiste, époux de Madame Amale OUEDRHIRI, demeurant à JASSERON (01250), 291 rue des Combes Favre,
Né à BOURG-EN-BRESSE (01000) le 12 mai 1976,
Marié sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la mairie de VILLEURBANNE (69100), le 10 septembre 1998.

Ce régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire depuis.
De nationalité française.
Résident au sens de la réglementation fiscale.

Président et Associé Unique,

Possesseur de la totalité des actions composant le capital social de la société
Soit SEPT CENT CINQUANTE (750) actions

Ici présent

b) Président de la séance

L'Assemblée est présidée par **Monsieur Khalid BACHIRI**, président et associé unique de la Société ACTITHERM.

c) Ouverture de la discussion

L'associé unique reconnaît avoir été régulièrement convoqué à cette assemblée et avoir reçu tous les documents prescrits par la loi.

Lectures du rapport de la Gérance et du texte des résolutions proposées à l'Assemblée sont données à l'associé.

CECI RAPPELE et EXPOSE, il est passé à l'ordre du jour.

ORDRE DU JOUR

Le Président rappelle ensuite que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Augmentation du capital social de 14.000,00 euros par voie d'incorporation au capital de pareille somme prélevée sur le compte « Autres réserves » figurant au passif du bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2016, pour le porter de 60.000,00 euros à 74.000,00 euros et création de 175 actions de QUATRE VINGT EUROS (80,00 EUR) de valeur nominale chacune ;

- Modification corrélative des articles 6 et 8 des statuts ;
- Pouvoir pour les formalités

a) Ouverture de la discussion

Le Président déclare la discussion ouverte.

b) Clôture de la discussion

Diverses observations sont échangées, et personne ne demandant plus la parole, le Président met aux voix les résolutions suivantes.

PREMIERE DECISION

L'associé unique décide d'augmenter le capital social, qui s'élève à SOIXANTE MILLE EUROS (60 000,00 EUR), divisé en SEPT CENTS CINQUANTE (750) ACTIONS de QUATRE VINGT EUROS (80,00 EUR) de valeur nominale chacune, d'une somme de QUATORZE MILLE EUROS (14 000,00 EUR), pour le porter à SOIXANTE-QUATORZE MILLE EUROS (74 000,00 EUR), par l'émission de CENT SOIXANTE-QUINZE (175) actions nouvelles de QUATRE VINGT EUROS (80,00 EUR) chacune, par voie d'incorporation au capital de pareille somme prélevée sur le compte *« Autres réserves »* lequel s'éleve à la somme totale de VINGT-CINQ MILLE DEUX CENT UN EUROS ET SOIXANTE-DIX-HUIT CENTIMES (25 201,78 EUR) suivant :

- Montant du compte «autres réserves » figurant au passif du bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2016 :.....1.469,08 euros

- Montant affecté aux comptes « autres réserves » suivant décisions de l'associé unique en date du 30 juin 2017 : .....23.732,70 euros

Elle décide également que ces CENT SOIXANTE-QUINZE (175) actions nouvelles seront attribuées en totalité à Monsieur Khalid BACHIRI.

Ces CENT SOIXANTE-QUINZE (175) actions seront créées avec jouissance à ce jour.

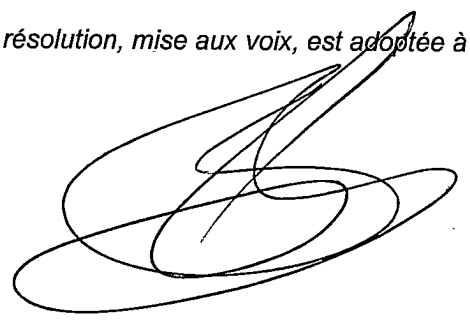
A compter de cette date, elles seront complètement assimilées aux actions anciennes et soumises à toutes les dispositions statutaires.

a) Mise aux voix
Cette résolution mise aux voix.

b) Votes

Vote pour : Unanimité
Vote contre : Néant
Abstention : Néant

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.



DEUXIEME DECISION

L'associé unique, constatant la réalisation définitive de l'augmentation de capital ci-dessus, décide de modifier les articles 6 et 8 des statuts.

L'article 6 des Statuts est désormais rédigé ainsi qu'il suit:

« ARTICLE 6 . APPORTS

1°) A la Constitution de la Société

Lors de la constitution de la Société, il a été effectué par les associés originaires des apports de numéraire pour un montant de 8.000 euros, savoir :

1°/ Monsieur Youssef ESSANHI

La somme de QUATRE MILLE EUROS (4.000,00 EUR).

Laquelle somme a été déposée le 28 décembre 2010, conformément à la loi, au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation sur un compte ouvert auprès de la BNP PARIBAS à BOURG EN BRESSE suivant attestation de dépôt en date du 28 décembre 2010.

2°/ Monsieur Khalid BACHIRI

La somme de QUATRE MILLE EUROS (4.000,00 EUR).

Laquelle somme a été déposée le 28 décembre 2010, conformément à la loi, au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation sur un compte ouvert auprès de la BNP PARIBAS à BOURG EN BRESSE suivant attestation de dépôt en date du 28 décembre 2010.

2°) Augmentation de capital social en date du 18 mai 2016

En vertu d'une assemblée générale extraordinaire en date du 18 mai 2016, la collectivité des associés a décidé d'augmenter le capital social d'une somme de CENT DOUZE MILLE EUROS (112.000,00 EUR), pour le porter à CENT VINGT MILLE EUROS (120.000,00 EUR), par voie d'incorporation au capital de pareille somme prélevée sur le poste « Autres réserves » figurant au passif du bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

3°) Réduction de capital social par voie de rachat puis annulation en date du 30 mai 2017

Aux termes d'un acte reçu par Me L.SAINT-PAUL, Notaire à BOURG-EN-BRESSE (01000), en date du 30 mai 2017, l'associé unique a décidé de réduire le capital social de SOIXANTE MILLE EUROS (60 000,00 EUR) pour le ramener de CENT VINGT MILLE EUROS (120.000 €) à SOIXANTE MILLE EUROS (60 000,00 EUR), suite au rachat, le même jour, par la SAS ACTITHERM de la totalité des actions que Monsieur Youssef ESSANHI détenait dans la Société, pour ensuite les annuler.

4°) Augmentation de capital social en date du 21 juillet 2017

En vertu des décisions de l'associé unique en date du 21 juillet 2017, il a été décidé d'augmenter le capital social d'une somme de QUATORZE MILLE EUROS (14 000,00 EUR), pour le porter de SOIXANTE MILLE EUROS (60 000,00 EUR) à SOIXANTE-QUATORZE MILLE EUROS (74 000,00 EUR), par l'émission de CENT SOIXANTE-QUINZE (175) actions nouvelles de QUATRE VINGT EUROS (80,00 EUR) chacune, par voie d'incorporation au capital de pareille somme prélevée sur le compte *« Autres réserves »*.

L'article 8 des Statuts est désormais rédigé ainsi qu'il suit:

« ARTICLE 8 . CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de **SOIXANTE-QUATORZE MILLE EUROS (74 000,00 EUR).**

Il est divisé en **NEUF CENT VINGT-CINQ (925) actions** de **QUATRE-VINGTS EUROS (80,00 EUR)** chacune, entièrement souscrites et libérées de leur valeur nominale, ainsi qu'il est dit ci-dessus. »

a) Mise aux voix

Cette résolution mise aux voix.

b) Votes

Vote pour : Unanimité
Vote contre : Néant
Abstention : Néant

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME DECISION

L'associé unique confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités de publicité, de dépôt et autres qu'il appartiendra.

a) Mise aux voix
Cette résolution mise aux voix.

b) Votes

Vote pour : Unanimité
Vote contre : Néant
Abstention : Néant

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

CLOTURE DE L'ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour étant épuisé, et personne ne demandant plus la parole, Monsieur le Président déclare la séance close.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal signé par l'associé unique après lecture faite.

Fait en quatre exemplaires originaux.

Etabli sur QUATRE pages recto verso

Comprenant :
- renvoi approuvé : Néant
-blanc barré : Néant
-Ligne entière rayée : Néant
-nombre rayé : Néant
-mot rayé : Néant

Fait et passé aux lieu, jour, mois et an ci-dessus indiqués.

Après lecture faite, l'associé unique a signé le présent procès-verbal.

Mr Khalid BACHIRI,
Président et Associé Unique

ACTITHERM
Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle
au capital de 60.000 euros
Siège Social : 82 Avenue de Macon
01000 BOURG EN BRESSE

529 641 813 RCS BOURG-EN-BRESSE

DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
DU 06 FEVRIER 2018

PROCES VERBAL DE DELIBERATION

L'AN DEUX MILLE DIX-HUIT,
LE SIX FEVRIER,
A DIX HEURES TRENTE,

L'Associé unique de la société ACTITHERM, Société par actions simplifiée unipersonnelle, s'est réunie en Assemblée générale ordinaire, sur convocation de son président, au siège social de la société sis à BOURG-EN-BRESSE (01000) 82 avenue de Macon,

a) Associé unique présent

Monsieur Khalid BACHIRI, Plombier chauffagiste, époux de Madame Amale OUEDRHIRI, demeurant à JASSERON (01250), 291 rue des Combes Favre,
Né à BOURG-EN-BRESSE (01000) le 12 mai 1976,
Marié sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la mairie de VILLEURBANNE (69100), le 10 septembre 1998.
Ce régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire depuis.
De nationalité française.
Résident au sens de la réglementation fiscale.

Président et Associé Unique,

Possesseur de la totalité des actions composant le capital social de la société
Soit SEPT CENT CINQUANTE (750) actions

Ici présent

b) Président de la séance

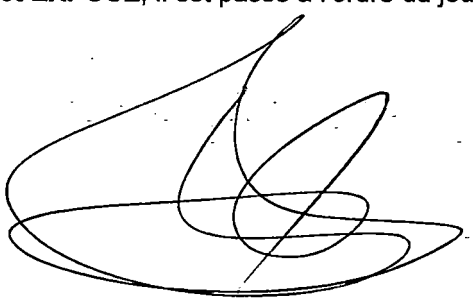
L'Assemblée est présidée par **Monsieur Khalid BACHIRI**, président et associé unique de la Société ACTITHERM.

c) Ouverture de la discussion

L'Associé unique reconnaît avoir été régulièrement convoqué à cette assemblée et avoir reçu tous les documents prescrits par la loi.

Lectures du rapport de la Gérance et du texte des résolutions proposées à l'Assemblée sont données à l'Associé unique.

CECI RAPPELE et EXPOSE, il est passé à l'ordre du jour.



ORDRE DU JOUR

Le Président rappelle ensuite que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- correction d'une erreur matérielle dans l'entête du procès-verbal de l'Assemblée Générale du 21 juillet 2017 relative à l'augmentation de capital dans la société ACTITHERM.
- Pouvoirs pour les formalités.

a) Ouverture de la discussion

Le Président déclare la discussion ouverte.

b) Clôture de la discussion

Diverses observations sont échangées, et personne ne demandant plus la parole, le Président met aux voix les résolutions suivantes.

PREMIERE DECISION

Le procès-verbal des décisions de l'Associé unique en date du 21 juillet 2017 comportait une erreur matérielle dans son entête, notamment quand au « mois » de la tenue de ladite Assemblée.

L'Associé unique entend corriger l'erreur matérielle constatée dans le procès-verbal des décisions de l'Associé unique en date du 21 juillet 2017 et remplace la date mentionnée dans l'entête « 21 MAI 2017 » par la mention « 21 JUILLET 2017 ».

Toutes les autres mentions portées dans l'entête demeurent inchangées.

a) Mise aux voix

Cette résolution mise aux voix.

b) Votes

Vote pour : Unanimité
Vote contre : Néant
Abstention : Néant

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME DECISION

L'Associé unique confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités de publicité, de dépôt et autres qu'il appartiendra.

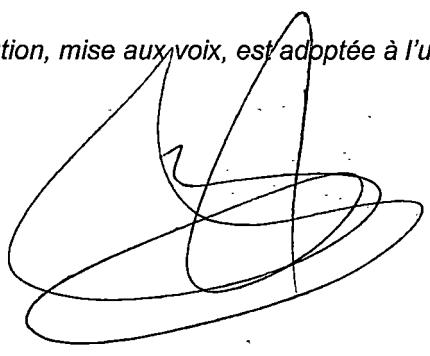
a) Mise aux voix

Cette résolution mise aux voix.

b) Votes

Vote pour : Unanimité
Vote contre : Néant
Abstention : Néant

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.



CLOTURE DE L'ORDRE DU JOUR

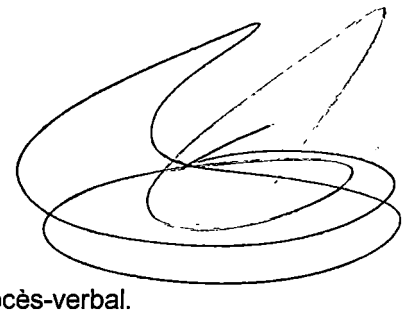
L'ordre du jour étant épuisé, et personne ne demandant plus la parole, Monsieur le Président déclare la séance close.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal signé par l'associé unique après lecture faite.

Fait en deux exemplaires originaux.

Etabli sur TROIS pages recto verso

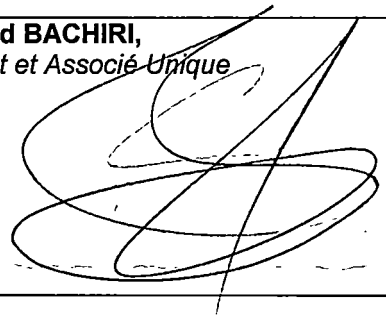
Comprenant :
- renvoi approuvé : Néant
-blanc barré : Néant
-Ligne entière rayée : Néant
-nombre rayé : Néant
-mot rayé : Néant



Fait et passé aux lieu, jour, mois et an ci-dessus indiqués.

Après lecture faite, l'associé unique a signé le présent procès-verbal.

Mr Khalid BACHIRI,
Président et Associé Unique



ACTITHERM
Société Par Actions Simplifiée Unipersonnelle au capital social de 74.000 €
Siège Social : BOURG EN BRESSE (01000)
82, Avenue de Macon

529 641 813 RCS BOURG-EN-BRESSE

STATUTS MIS A JOUR
AU 21 JUILLET 2017

EXPOSE

1°/ Suivant acte reçu par Maître NAZARETH, Notaire à BOURG-EN-BRESSE (Ain) le 28 décembre 2010, enregistré à SIE DE BOURG-EN-BRESSE le 6 janvier 2011, Bordereau n°2011/20 Case n°3, il a été constitué une société à responsabilité dénommée ACTITHERM., au capital social de 8.000,00 €, ayant son siège social à BOURG EN BRESSE (01000), 37 Avenue de Macon entre les associés suivants, savoir :

- Monsieur Youssef **ESSANHI**, Plombier chauffagiste, époux de Madame Hanane **LAKSSIOUER**, demeurant à BOURG-EN-BRESSE (01000), 46 rue des Dîmes,
Né à DR EL GHARHI (MAROC) le 21 juillet 1978,
Marié sous le régime légal marocain à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée au MAROC, le 16 juillet 1999
Ce régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire depuis.
De nationalité marocaine.
Résident au sens de la réglementation fiscale.
Titulaire d'une carte de résident délivrée par la Préfecture de l'AIN sous le n° F013011304, début de validité : 21 juillet 2006 – fin : 20 juillet 2016.

- Monsieur Khalid **BACHIRI**, Plombier chauffagiste, époux de Madame Amale **OUEDRHIRI**, demeurant à JASSERON (01250), 291 rue des Combes Favre,
Né à BOURG-EN-BRESSE (01000) le 12 mai 1976,
Marié sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la mairie de VILLEURBANNE (69100), le 10 septembre 1998.
Ce régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire depuis.
De nationalité française.
Résident au sens de la réglementation fiscale.

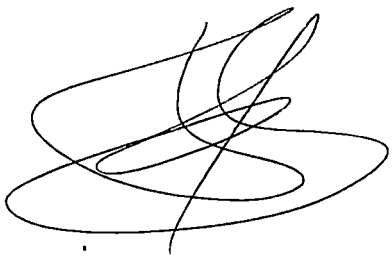
2°/ Aux termes d'une délibération en date du 20 Septembre 2013, les associés ont décidé, de transférer le siège social à compter du même jour, de BOURG EN BRESSE (01000) 37 Avenue de Macon à BOURG EN BRESSE (01000) 82 Avenue de Macon. L'article 4 des statuts a été modifié.

3°/ Aux termes d'une délibération en date du 11 Mai 2016, les associés en décidé la transformation de la société, précédemment sous forme de Société à Responsabilité Limitée, en Société par actions simplifiée à compter du même jour, sans création d'un être moral nouveau et **ont adopté, ainsi qu'il suit, les statuts qui régiront désormais la Société.**

4°/ Aux termes d'une délibération en date du 18 mai 2016, les associés ont décidé d'augmenter le capital social de la société de 112.000,00 euros par voie d'incorporation au capital de pareille somme prélevée sur le poste « Autres réserves » figurant au passif du bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2015, pour le porter de 8.000,00 euros à 120.000,00 euros et création de 1.400 actions de QUATRE VINGT EUROS (80,00 EUR) de valeur nominale chacune ;

5°/ Aux termes d'une délibération en date du 18 mai 2016, les associés ont décidé d'étendre l'objet social aux activités suivantes : carrelages, faïences, revêtement sols et murs, électricité, peinture, menuiserie, et tous travaux de petit et second œuvre. L'article 2 des statuts a été modifié.
6°/ Aux termes d'un acte reçu par Me Luc SAINT-PAUL, Notaire à BOURG-EN-BRESSE (01000), en date du 30 mai 2017, Monsieur Youssef ESSANHI a cédé l'intégralité de ses actions qu'il détenait dans la SAS

ACTITHERM, soit 750 parts, au profit de la SAS ACTITHERM, suivie d'une réduction de capital de ladite Société par annulation desdites parts rachetées.



PREMIERE PARTIE
STATUTS

Titre I - Caractéristiques
Titre II - Capital social
Titre III - Actions
TitreIV - Administration
TitreV - Comptes sociaux
Titre VI - Dispositions diverses

DEUXIEME PARTIE
DISPOSITION DIVERSES
ET TRANSITOIRES

PREMIERE PARTIE - STATUTS

TITRE I - CARACTERISTIQUES

ARTICLE 1 . FORME

La société a la forme d'une société par actions simplifiée régie par le livre II, titre I et titre II chapitre VII du Code de commerce et les présentes.

Elle pourra être pluripersonnelle ou unipersonnelle et ne pourra pas faire appel public à l'épargne.

ARTICLE 2 . OBJET

La société a pour objet, en France et à l'étranger :

- toute activité de plomberie, installation de chauffage, sanitaires, carrelages, faïences, revêtement sols et murs, électricité, peinture, menuiserie, et tous travaux de petit et second œuvre,

- la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées,

- la participation de la société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation, ou groupement d'intérêt économique ou location-gérance.

Et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement.

ARTICLE 3 . DÉNOMINATION

La dénomination sociale est : **ACTITHERM**

Dans tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « S.A.S. », ensuite de l'énonciation du montant du capital social , du siège social, et du numéro d'identification SIREN, puis la mention RCS suivie du nom de la ville où se trouve le Greffe où elle est immatriculée.

ARTICLE 4 . SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé à **BOURG-EN-BRESSE (01000), 82 Avenue de Macon.**
Il pourra être transféré en tout autre endroit de la même Commune par simple décision de la présidence, sous réserve de ratification par la prochaine décision collective, et en tout autre lieu en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 . DURÉE

La durée de la société est de QUATRE-VINGT DIX NEUF (99) années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.
Un an au moins avant la date d'expiration de la société, les associés devront être consultés à l'effet de décider si la société doit être prorogée. A défaut de consultation dans ce délai, tout associé peut demander au Président du Tribunal de Commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de Justice chargé de provoquer la consultation prévue ci-dessus. La décision de prorogation doit être prise à la majorité requise pour la modification des statuts.

TITRE II - CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 6 . APPORTS

1°) A la Constitution de la Société

Lors de la constitution de la Société, il a été effectué par les associés originaires des apports de numéraire pour un montant de 8.000 euros, savoir :

1°/ Monsieur Youssef ESSANHI

La somme de QUATRE MILLE EUROS (4.000,00 EUR).

Laquelle somme a été déposée le 28 décembre 2010, conformément à la loi, au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation sur un compte ouvert auprès de la BNP PARIBAS à BOURG EN BRESSE suivant attestation de dépôt en date du 28 décembre 2010.

2°/ Monsieur Khalid BACHIRI

La somme de QUATRE MILLE EUROS (4.000,00 EUR).

Laquelle somme a été déposée le 28 décembre 2010, conformément à la loi, au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation sur un compte ouvert auprès de la BNP PARIBAS à BOURG EN BRESSE suivant attestation de dépôt en date du 28 décembre 2010.

2°) Augmentation de capital social en date du 18 mai 2016

En vertu d'une assemblée générale extraordinaire en date du 18 mai 2016, la collectivité des associés a décidé d'augmenter le capital social d'une somme de CENT DOUZE MILLE EUROS (112.000,00 EUR), pour le porter à CENT VINGT MILLE EUROS (120.000,00 EUR), par voie d'incorporation au capital de pareille somme prélevée sur le poste « Autres réserves » figurant au passif du bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

3°) Réduction de capital social par voie de rachat puis annulation en date du 30 mai 2017

Aux termes d'un acte reçu par Me L.SAINT-PAUL, Notaire à BOURG-EN-BRESSE (01000), en date du 30 mai 2017, l'associé unique a décidé de réduire le capital social de SOIXANTE MILLE EUROS (60 000,00 EUR) pour le ramener de CENT VINGT MILLE EUROS (120.000 €) à SOIXANTE MILLE EUROS (60 000,00 EUR), suite au rachat, le même jour, par la SAS ACTITHERM de la totalité des actions que Monsieur Youssef ESSANHI détenait dans la Société, pour ensuite les annuler.

4°) Augmentation de capital social en date du 21 juillet 2017

En vertu des décisions de l'associé unique en date du 21 juillet 2017, il a été décidé d'augmenter le capital social d'une somme de QUATORZE MILLE EUROS (14 000,00 EUR), pour le porter de SOIXANTE MILLE EUROS (60 000,00 EUR) à SOIXANTE-QUATORZE MILLE EUROS (74 000,00 EUR), par l'émission de CENT SOIXANTE-QUINZE (175) actions nouvelles de QUATRE VINGT EUROS (80,00 EUR) chacune, par voie d'incorporation au capital de pareille somme prélevée sur le compte *« Autres réserves »*.

ARTICLE 7 . NON APPLICATION DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 1832-2 DU CODE CIVIL

Compte tenu de la libre-négociabilité des actions, les dispositions de l'article 1832-2 du Code civil imposant à l'apporteur de biens communs d'aviser son conjoint et conférant à ce dernier la possibilité de revendiquer la qualité d'associé, ne sont pas applicables à la société par actions simplifiée.

ARTICLE 8 . CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de **SOIXANTE-QUATORZE MILLE EUROS (74 000,00 EUR).**

Il est divisé en **NEUF CENT VINGT-CINQ (925) actions** de **QUATRE-VINGTS EUROS (80,00 EUR)** chacune, entièrement souscrites et libérées de leur valeur nominale, ainsi qu'il est dit ci-dessus.

ARTICLE 9 . MODIFICATION DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi. Dans tous les cas, si l'opération fait apparaître des rompus, les associés feront leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de droits nécessaires.

1/ Augmentation de capital

Principe :

Le capital social peut être augmenté, de toutes les manières autorisées par la loi en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés, sur le rapport du président, prise aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les décisions collectives ordinaires.

En cas d'augmentation de capital réalisée par voie d'élévation de la valeur nominale des actions existantes, la décision collective des associés doit être prise à l'unanimité.

Si l'augmentation de capital est réalisée pour partie ou en totalité, par des apports en nature, la décision de la collectivité des associés constatant l'augmentation de capital et l'augmentation consécutive du capital ainsi que la modification des statuts, doit contenir l'évaluation de chaque apport, au vu d'un rapport annexé à cette décision et établi sous sa responsabilité par un commissaire aux apports désigné en justice sur requête du président.

En outre, une décision collective extraordinaire doit être prise pour toutes augmentations de capital, sauf si elle est effectuée par apport en nature, à l'effet de décider, sur le rapport de ses dirigeants, l'ouverture ou non à cette occasion du capital à ses salariés. En cas de non-respect, la procédure d'augmentation de capital est frappée de nullité.

Au surplus, tous les trois ans une décision collective extraordinaire doit être prise pour se prononcer sur un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital si les actions détenues par le personnel de la société et des sociétés qui lui sont liées représentent moins de trois pour cent du capital. Ce délai est repoussé à cinq ans si une assemblée générale extraordinaire s'est prononcée depuis moins de trois ans sur la réalisation d'une augmentation de capital.

Droit préférentiel de souscription :

Chaque associé a un droit préférentiel de souscription pour l'émission d'actions de numéraire. Ce droit s'exerce proportionnellement au nombre d'actions détenues. Toutefois, une décision collective extraordinaire peut supprimer ce droit de souscription. En outre, chaque associé peut, sous certaines conditions, renoncer individuellement à ce droit préférentiel de souscription.

2/ Réduction du capital

La réduction du capital pourra être décidée de la même façon.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital devant amener celui-ci à un montant au moins égal à ce minimum, sauf si la société se transforme en société d'une autre forme. A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société.

La dissolution ne sera pas prononcée si une régularisation intervient au moment où statue le tribunal.

ARTICLE 10 . COMPTES COURANTS

Les associés peuvent laisser ou mettre à disposition de la société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin. Les conditions de retrait ou de remboursement de ces sommes, ainsi que leur rémunération, sont déterminées par une décision collective des associés prise en la forme ordinaire.

Ces accords sont soumis à la procédure de contrôle des conventions passées entre la société et le président ou les associés.

TITRE III - ACTIONS

ARTICLE 11 . ACTIONS

Titre :

Les actions sont nominatives et négociables dans les conditions indiquées aux présentes.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes tenus à cet effet par la société dans les conditions et suivant les modalités prévues par la loi.

A la demande de l'associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

Tout associé peut, après toute modification statutaire, demander la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande. A ce document est annexée la liste mise à jour des associés, l'identité du président et, le cas échéant, des autres organes sociaux.

Droits attachés aux actions :

Chaque action donne droit dans la répartition des bénéfices, des réserves et du boni de liquidation, à une fraction proportionnelle au nombre d'actions existantes.

Droit de vote :

Chaque action donne le droit de participer aux décisions collectives des associés et donne droit à une voix.

Usufruit - nue-propriété :

Le droit de vote s'exercera selon les modalités prévues à l'article 14 des présents statuts.

Indivisibilité des actions :

Chaque action est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis d'une ou plusieurs actions sont représentés auprès de la société dans les diverses manifestations de la vie sociale par un mandataire unique choisi parmi les indivisaires ou les associés. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en Justice, à la demande du plus diligent des indivisaires.

La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

Libération des apports en numéraire :

Les actions souscrites en numéraire doivent être libérées, lors de leur souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale.

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du président, dans le délai de cinq ans soit à compter de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés, soit à compter du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque titulaire d'actions.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions portera, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'associé défaillant des sanctions et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

ARTICLE 12 . CESSION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

MUTATION ENTRE VIFS OU PAR DECES

Formalités - Opposabilité :

1 - Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés. En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Après la dissolution de la société, elles demeurent négociables jusqu'à la clôture de la liquidation.

2 - La cession de ces actions s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est préalablement inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit « registre des mouvements ».

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement.

L'ordre de mouvement est signé par le cédant ou son mandataire ; si les actions ne sont pas entièrement libérées, il doit être en outre signé par le cessionnaire.

La société peut exiger que la signature des parties soit certifiée par un officier public ou le maire de leur domicile, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

La transmission d'actions à titre gratuit ou en suite de décès s'opère également par un ordre de mouvement, transcrit sur le registre des mouvements, sur justification de la mutation dans les conditions légales.

Les frais de transfert des actions sont à la charge des cessionnaires, sauf convention contraire entre cédants et cessionnaires.

La société établit la liste des associés avec indication du nombre d'actions détenues et du domicile déclaré par chacun d'eux, préalablement à toute décision collective et au moins une fois par trimestre.

Lors de chaque établissement de la liste, mention est portée sur le registre des mouvements, de la date de celle-ci, du nombre total des actions existantes et du nombre d'actions ayant fait l'objet de création, cession, mutation ou annulation depuis l'établissement de la dernière liste.

Domaine de l'agrément :

Toutes opérations, notamment toutes cessions, échanges, apports à société d'éléments isolés, donations, ayant pour but ou conséquence le transfert d'un droit quelconque de propriété sur une ou plusieurs actions entre toutes personnes physiques ou morales, à l'exception de celles qui seraient visées à l'alinéa qui suit, sont soumises, à peine de nullité, à l'agrément préalable de la société. Le tout sauf à tenir compte de ce qui peut être ci-dessus stipulé en ce qui concerne l'inaliénabilité.

Cessions libres :

Toutefois, interviennent librement les opérations entre associés uniquement. Le tout sauf à tenir compte de ce qui peut être ci-dessous stipulé en ce qui concerne l'inaliénabilité.

Procédure :

L'opération projetée doit être portée à la connaissance du président par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en indiquant le nombre d'actions cédées, le prix et les modalités de paiement, l'identité du ou des cessionnaires ou ayants-droit proposés, les conventions annexes : répartition des résultats, prise en compte de l'existence d'un compte-courant, garantie de passif.

Le président consultera, en la forme extraordinaire, sous huitaine, la collectivité des associés.

La décision d'acceptation doit être prise à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les associés participant à la consultation, associés présents ou représentés, le cédant ne prend pas part au vote. La participation effective de la moitié au moins des associés est nécessaire.

L'agrément résulte soit d'une notification soit du défaut de réponse plus de deux mois à partir de la date inscrite sur le récépissé de la lettre adressée au président.

Le défaut d'agrément doit être notifié dans le délai visé à l'alinéa précédent, sans que ce refus ait à être motivé. Ce refus du cessionnaire peut être assorti de la décision de céder aux mêmes conditions à un autre cessionnaire, associé ou non, le cédant aura alors huit jours à compter de la notification dudit refus pour faire connaître, dans la même forme, s'il renonce à son projet de cession.

En outre, toujours dans le cas d'un refus d'agrément, les actions peuvent également être rachetées, avec l'accord du cédant, par la société qui est alors tenue de les annuler un mois au plus tard après l'acquisition. Le président sollicite cet accord par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à laquelle le cédant doit répondre dans les huit jours de la réception. A défaut de réponse dans ce délai, le cédant est réputé avoir accepté.

EXCLUSION

L'exclusion d'un associé pourra s'effectuer par une décision à la majorité des deux tiers des autres associés dûment motivée basée sur des faits et un comportement de nature à compromettre la pérennité de la société.

La décision enjoindra cet associé de céder ses actions dans le délai de six mois. Ce rachat s'effectuera selon une valeur conventionnellement fixée ou établie à dire d'expert.

La décision d'exclusion peut prononcer la suspension des droits de vote de l'associé exclu jusqu'à la date de cession de ses actions, par contre ses droits de nature pécuniaire ne peuvent être suspendus.

Il est fait observer que l'associé dont l'exclusion est prévue ne peut être privé de son droit de participer à cette décision et de voter sur son exclusion.

La décision d'exclusion ne peut intervenir sans que les griefs invoqués à l'encontre de l'associé susceptible d'être exclu lui aient été préalablement communiqués au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception et ce afin qu'il puisse présenter aux autres associés les motifs de son désaccord sur le projet d'exclusion, lesquels doivent, en tout état de cause, être mentionnés dans la décision des associés.

En outre, l'exclusion ne peut être prononcée sans que la société ait pris dans les mêmes conditions la décision, soit de désigner un cessionnaire pour les actions de l'associé exclu, soit de procéder elle-même au rachat desdites actions dans le cadre d'une réduction de son capital social.

RECOURS A L'EXPERTISE

En cas de recours à l'expertise si contestation sur la valeur de cession ou de rachat, telle que prévue par l'article 1843-4 du Code civil, les frais et honoraires de celle-ci sont répartis entre les anciens et

nouveaux titulaires des actions, mais solidairement entre eux à l'égard de l'expert. La répartition entre chacun d'eux a lieu au prorata du nombre d'actions anciennement ou nouvellement détenues.

En cas de retrait, le retrayant supporte seul la charge de l'expertise éventuelle.

Lorsque la société continue avec les associés survivants, l'héritier est seulement créancier de la société et n'a droit qu'à la valeur de ses droits sociaux, valeur déterminée au jour du décès. En cas de contestation sur son montant, cette valeur est fixée par l'expert de l'article 1843-4 sus visé.

TITRE IV - ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

ARTICLE 13 . PRESIDENCE

Nomination :

La présidence est assurée par une personne physique ou morale, associé ou non, nommée avec ou sans limitation de durée.

La nomination du président doit être effectuée soit par l'associé unique soit par décision collective des associés prise à la majorité simple, la durée de son mandat est fixée par la décision qui le nomme.

Pouvoirs à l'égard des tiers :

La société est représentée à l'égard des tiers par son seul président.

Dans les rapports avec les tiers, le président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social. La société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Les dispositions statutaires limitant les pouvoirs du président sont inopposables aux tiers.

Limitation de pouvoirs à l'égard des membres de la société :

Le président prend seul toutes les décisions non expressément attribuées à d'autres organes par la loi ou par les statuts.

Toutes ventes ou achats de biens immobiliers, de valeurs mobilières et de fonds de commerce ainsi que tous emprunts et engagements ci-rapportant, sont soumis à une décision collective préalable des associés tel que spécifié pour les décisions extraordinaires..

Si la société devient unipersonnelle, la présente limitation n'a plus vocation à s'appliquer. Elle redeviendra applicable en cas de retour à la pluralité d'associés.

Délégation de pouvoirs :

Dans la mesure de ses pouvoirs définis ci-dessus, le président peut donner toutes délégations de pouvoirs à tous tiers pour un ou plusieurs objets déterminés. Cette délégation doit être faite par acte spécial déposé au Greffe.

Sûretés :

Les sûretés sur les biens de la société sont consenties en vertu de pouvoirs pouvant résulter des présents statuts, de délibérations ou délégations.

Rémunération :

Le président a droit en rémunération de ses fonctions à un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel, dont les modalités de fixation et règlement sont déterminées par décision collective ordinaire des associés.

Assiduité - concurrence :

Sauf à obtenir une dispense de la collectivité des associés, le président est tenu de consacrer tout son temps et tous ses soins aux affaires sociales.

Pendant l'accomplissement de son mandat, le président s'interdit de faire directement ou indirectement concurrence à la société.

Obligations :

Le président est soumis aux obligations fixées par la loi et les règlements et notamment à l'établissement des comptes annuels et du rapport de gestion ainsi que - si les critères sont remplis - des documents comptables et financiers et des rapports visés aux articles L 232-2, L 232-3 et L 232-4 du Code de commerce.

Le président est tenu en outre de satisfaire aux diverses prérogatives du comité d'entreprise ou, à son défaut, des délégués du personnel. Le comité d'entreprise ou, à défaut, les délégués du personnel exercent dans les sociétés commerciales les attributions prévues aux articles L 422-4, L 432-5 du Code du travail.

Démission :

Le président peut démissionner sans juste motif sous réserve de notifier sa démission à chacun des associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Sa démission ne sera effective qu'après un délai de préavis de trois mois courant à compter de l'envoi de la lettre recommandée.

Le président démissionnaire convoquera l'organe compétent pour désigner son successeur. Cet organe sera convoqué pour une date impérativement fixée dans les trente jours du délai de préavis. A défaut d'avoir effectué cette convocation, il restera en fonction jusqu'à la réunion de l'organe appelé à désigner son successeur.

Révocation :

Le président est révocable par le même organe et selon les mêmes règles de quorum et de majorité nécessaires à sa nomination. Le président révoqué sans justes motifs peut obtenir des dommages-intérêts.

Il est également révocable par décision de justice pour cause légitime.

Directeur général :

Le ou les directeurs généraux et le ou les directeurs généraux délégués peuvent être des personnes physiques ou morales ayant ou non la qualité d'associé.

Un directeur général et plusieurs directeurs généraux délégués peuvent être nommés, sur proposition du président, à la majorité simple des associés. La collectivité des associés statuant sur la nomination fixe la durée de celle-ci et sa rémunération éventuelle. Le directeur général est révocable à tout moment à la majorité simple des associés.

Le directeur général est doté des pouvoirs les plus étendus pour assurer la direction interne de la société, la collectivité des associés pourra, lors de sa désignation, et à titre de mesure interne, apporter les restrictions qu'elle jugera utiles aux pouvoirs de ce derniers. Il en ira de même pour les directeurs généraux délégués.

Le directeur général n'a pas le pouvoir légal de représenter la société. Si une modification des statuts venait à permettre au directeur général d'avoir les mêmes pouvoirs de représenter la société que le président directeur général, celle-ci ne sera opposable aux tiers qu'après avoir été publiée au registre du commerce et des sociétés. En toute hypothèse une simple délégation statutaire de pouvoirs par le président directeur général serait inefficace.

Modification dans le contrôle d'un associé

Dans la mesure où un ou plusieurs associés sont des personnes morales, ils doivent, en cas de changement de majorité et ou d'objet ou de forme, notifier à la société les modalités et justificatifs de ces changements, et ce dans un délai de quinze jours de ceux-ci.

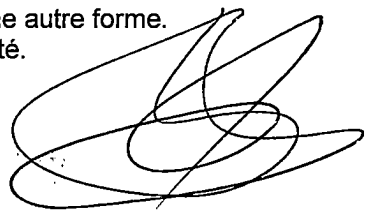
En cas de changement de contrôle de la personne morale tel que défini par l'article L 233-3 du Code de commerce, ou de changement d'objet ou de détenteurs de parts pouvant mettre en péril le présent pacte social, l'exclusion pourra être prononcée.

Pour se prononcer sur l'exclusion éventuelle, la société devra, dans le mois de la notification ci-dessus, engager la procédure d'exclusion selon la procédure et les effets décrits aux présentes. A défaut, la procédure d'exclusion pour ces motifs de changement ne pourra plus être introduite.

ARTICLE 14 – DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions à prendre collectivement sont les suivantes :

- Les ventes, acquisitions, emprunts ou engagements, sauf ceux pour lesquels le président a directement pouvoir tel qu'il peut être indiqué ci-dessus.
- Nomination, renouvellement et révocation du président de la société, du directeur général et des directeurs généraux délégués et fixation de leur rémunération.
- Nomination et renouvellement des commissaires aux comptes.
- Approbation des comptes sociaux et affectation des résultats.
- Extension ou modification de l'objet social.
- Augmentation, amortissement ou réduction du capital.
- Augmentation des engagements de tous les associés.
- Agrément des cessionnaires d'actions.
- Définition des conditions de retrait, de remboursement et rémunération des sommes versées en compte courant.
- Conventions réglementées sur le rapport du commissaire aux comptes s'il existe.
- Adoption des clauses relatives à l'inaliénabilité des actions.
- Fusion, scission, apport partiel d'actif.
- Transformation en une société d'une autre forme.
- Prorogation de la durée de la société.
- Dissolution de la société.



- Et les actes dont la conclusion est soumise à l'autorisation préalable de la collectivité des associés.

Décisions collectives - décisions de l'associé unique :

Les décisions collectives des associés sont prises en assemblée ou par voie de consultation écrite, au choix du président.

Les associés peuvent valablement prendre une décision collective dans un acte dans la mesure où ce dernier porte le nom et la signature de l'ensemble des associés, qu'ils soient présents ou représentés.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour toutes décisions si la convocation en est demandée par un ou plusieurs associés dans les conditions définies ci-après à l'article « Droit de convocation » ci-après.

Au cas où le nombre des associés serait réduit à un, l'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés sous forme de décisions unilatérales.

Droit de convocation :

Les associés sont convoqués par le président, à défaut, ils le sont par le commissaire aux comptes s'il existe.

En outre, un ou plusieurs associés détenant la moitié des actions ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des actions, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

Tout associé peut, également, obtenir par ordonnance du président du Tribunal de Commerce statuant en référé la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée.

Toute décision collective prise à la suite d'une convocation irrégulière peut être annulée. Toutefois, l'action en justice n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés.

Mode de convocation :

Les convocations sont adressées aux associés quinze jours au moins avant la réunion, et ce par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Celles-ci indiquent l'ordre du jour.

Lieu de convocation :

Le lieu de convocation est soit le siège social soit tout autre lieu indiqué par le président.

Droit de communication - délai :

Quinze jours au moins avant la date de la réunion d'une l'assemblée, les documents suivants doivent être adressés à chaque associé : le texte des résolutions proposées, le rapport du président, celui du commissaire aux comptes s'il existe.

Pendant ce délai, ces mêmes documents sont tenus à la disposition des associés au siège social.

En cas de consultation écrite, les mêmes documents sont adressés à chaque associé qui dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception pour émettre son vote par écrit.

En outre, lorsqu'il s'agit de l'assemblée annuelle destinée à l'approbation des comptes, doivent être adressés à chaque associé : l'inventaire, les comptes annuels, le cas échéant les comptes consolidés, le rapport sur la gestion du groupe, et le rapport du commissaire aux comptes s'il existe.

Représentation :

Un associé peut se faire représenter par son conjoint ou un autre associé à moins que la société ne comprenne que deux époux ou deux associés. L'associé unique ne peut déléguer ses pouvoirs.

Lorsque les actions sont frappées de saisie-arrêt ou sont données en nantissement, le débiteur reste associé.

Les représentants légaux d'associés juridiquement protégés peuvent participer au vote même s'ils ne sont pas eux-mêmes associés.

Les sociétés et autres personnes morales associés sont représentées soit par leur représentant légal soit par toute personne physique qu'elles se seront substituées.

Comité d'entreprise :

Dans la mesure où il existe un comité d'entreprise, et conformément aux dispositions de l'article L 432-6-1, II, du Code du travail, les décisions quelles que soient leurs formes, devront être prises dans le strict respect des prescriptions dudit article.

Deux membres du comité d'entreprise désignés en son sein peuvent assister aux assemblées d'associés dans les conditions prévues par la loi et requérir l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour des assemblées des associés. Ils doivent, à leur demande, être entendus lors de toute délibération requérant l'unanimité des associés.

Vingt-cinq jours au moins avant la date de l'assemblée, les demandes d'inscription des projets de résolution sont adressées par le membre du comité d'entreprise mandaté à cet effet au président qui les examine et en accuse réception par tout moyen faisant preuve de la notification, dans un délai de dix jours.

En application de la loi, le comité d'entreprise peut demander en justice la désignation d'un mandataire chargé de convoquer une assemblée en cas d'urgence.

Procès-verbaux :

Les procès-verbaux des décisions collectives doivent être établis sur un registre spécial sur des feuilles mobiles cotées et paraphées comportant les mentions suivantes : date et lieu de la réunion, nom et qualité du président, identité des associés présents ou représentés avec l'indication du nombre d'actions qu'ils détiennent, les documents et rapports soumis, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix, le résultat du vote.

En cas de consultation écrite, il en est fait mention dans le procès-verbal auquel est annexée la réponse de chaque associé.

Les procès-verbaux sont établis et signés par le président et le président de séance. Les copies ou extraits sont valablement certifiés par le président ou éventuellement les liquidateurs.

Décisions ordinaires :

1 - Les décisions ordinaires sont celles à prendre par la collectivité des associés qui ne modifient pas les statuts.

Elle est réunie au moins une fois l'an dans les six mois de la clôture de l'exercice pour statuer sur les comptes de l'exercice social précédent. Si l'assemblée n'a pas été réunie dans ce délai, le ministère public ou tout associé peut saisir le président du Tribunal compétent statuant en référé afin d'enjoindre, le cas échéant sous astreinte, aux dirigeants de convoquer cette assemblée générale ou de désigner un mandataire pour y procéder.

Elle a, entre autres pouvoirs, les suivants :

- approuver, modifier ou rejeter les comptes qui lui sont soumis ;
- statuer sur la répartition et l'affectation du résultat en se conformant aux dispositions statutaires ;
- nommer ou révoquer le président et le ou les directeurs généraux.

2 - Les décisions ordinaires ne sont prises, sur première convocation, que si les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance dans le délai prescrit possèdent au moins le quart des actions ayant droit de vote.

Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les associés présents ou représentés, y compris celles des associés ayant voté par correspondance dans le délai prescrit.

Décisions extraordinaires :

1 - Sauf disposition contraire des présents statuts, la collectivité des associés statuant en la forme extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des associés, sous réserve des opérations résultant d'un échange ou d'un regroupement d'actions régulièrement décidé et effectué.

2 - Les décisions extraordinaires ne sont valablement prises que si les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, la moitié et, sur deuxième convocation, le quart des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les associés présents ou représentés y compris celles des associés ayant voté par correspondance dans le délai prescrit.

Les décisions à prendre à la majorité des deux tiers des voix sont les suivantes :

- l'augmentation du capital ;
- l'amortissement du capital ;
- la réduction du capital ;
- la fusion, la scission ;
- la nomination ou la révocation du commissaire aux comptes ;
- les conventions réglementées ;
- les actes dont la conclusion est soumise à autorisation préalable.

3 - Par dérogation légale aux dispositions qui précèdent, la collectivité des associés qui décide une augmentation de capital par voie d'incorporation de réserve, bénéfices ou primes d'émission, peut statuer aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale.

En outre dans les décisions collectives extraordinaires appelées à délibérer sur l'approbation d'un apport en nature ou l'octroi d'un avantage particulier, l'apporteur ou le bénéficiaire dont les actions sont privées du droit de vote, n'a voix délibérative, ni pour lui-même, ni comme mandataire, et chacun des autres associés dispose d'un nombre de voix égal à celui des actions qu'il possède sans limitation, le mandataire d'un associé disposant des voix de son mandat dans les mêmes conditions.

Décisions requérant l'unanimité des associés :

- l'adoption et la modification des clauses statutaires visées aux articles L 227-13, L 227-14, L 227-16 et L 227-17 du Code de commerce ;
- l'augmentation des engagements de tous les associés ;
- le transfert du siège social à l'étranger emportant changement de nationalité de la société ;

- la transformation en société en nom collectif ;
- le changement d'objet social ;
- la prorogation de la durée de la société ;
- la dissolution.

Conventions interdites :

Les interdictions prévues à l'article L 225-43 du Code de commerce s'appliquent au président et aux dirigeants de la société dans les conditions déterminées par cet article. Elles ne s'appliquent pas aux conventions passées avec un simple associé, même si celui-ci dispose d'une fraction des droits de vote supérieure à 10%, ni celles passées avec une société contrôlant une société associé de la S.A.S.

Conventions réglementées :

Le commissaire aux comptes s'il existe présente à la collectivité des associés un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et son président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% ou, s'il s'agit d'une société associé, la société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce.

La collectivité des associés statue sur ce rapport.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa, lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention sur le registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et son dirigeant.

Les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales ne sont pas soumises aux dispositions sus visées. Cependant, sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties, elles sont communiquées au commissaire aux comptes s'il existe. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

Démembrement des parts :

Lorsque les parts sociales font l'objet d'un démembrement – usufruit d'une part et nue-propriété d'autre part – le droit de vote appartient à l'usufruitier, savoir :

I – <u>En matière d'assemblées générales ordinaires</u>

Le droit de vote de l'usufruitier portera sur :

- L'approbation des comptes.
- L'affectation et la répartition des résultats.

Pour toutes ces décisions, le nu-propriétaire devra être également convoqué.

Le droit de vote appartiendra au nu-propriétaire pour toutes les autres décisions. Pour toutes ces décisions, l'usufruitier devra être également convoqué.

II – <u>En matière d'assemblées générales extraordinaires</u>

Le droit de vote appartiendra au nu-propriétaire pour toutes les décisions. Pour toutes ces décisions, l'usufruitier devra également convoqué.

En cas de transmission des titres dans le cadre des dispositions de l'article 787 B du Code général des impôts avec réserve d'usufruit, et par dérogation avec ce qui vient d'être indiqué ci-dessus, les droits de vote de l'usufruitier seront alors limités aux seules décisions concernant l'affectation des bénéfices.

TITRE V - COMPTES SOCIAUX

ARTICLE 15 . EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le **PREMIER JANVIER** de chaque année et se termine le **TRENTE ET UN DECEMBRE** de chaque année.

Une assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice doit être réunie chaque année dans les six mois de la clôture de l'exercice.

ARTICLE 16 . COMPTES SOCIAUX - RÉSULTATS

Comptes sociaux :

La société procède à l'enregistrement des opérations sociales en conformité des prescriptions des articles L 123-12 et suivants du Code de commerce.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire et les comptes annuels puis établissent le rapport de gestion, le rapport du commissaire aux comptes s'il existe. Ils établissent et publient, le cas échéant, les comptes consolidés ainsi que le rapport sur la gestion du groupe.

Dans le délai de six mois après la clôture de l'exercice, l'assemblée des associés approuve les comptes annuels, après rapport du commissaire aux comptes s'il existe, et s'il y a lieu les comptes consolidés et le rapport sur la gestion du groupe.

Dans le mois de leur approbation par l'assemblée des associés, la société est tenue de déposer au Greffe du Tribunal de Commerce, pour être annexés au Registre du Commerce et des Sociétés, les documents énoncés à l'article L 232-23 du Code de commerce. Ce dépôt peut s'effectuer dans les deux mois suivant cette approbation lorsqu'il est effectué par voie électronique.

En cas de refus d'approbation, une copie de la décision de refus est déposée dans le même délai.

Le rapport de gestion doit être tenu à la disposition de toute personne qui en fait la demande.

Lorsque l'associé unique, personne physique, assume personnellement la présidence de la société, le dépôt dans le même délai, au registre du commerce et des sociétés, de l'inventaire et des comptes annuels dûment signés vaut approbation des comptes.

Résultats :

- Détermination : sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint une somme égale au dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue en-dessous de cette fraction.

Le solde, diminué s'il y a lieu des sommes à porter à d'autres fonds de réserve en vertu de la loi, puis augmenté le cas échéant des reports bénéficiaires, constitue le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'assemblée peut décider la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves à sa disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

- Affectation : après approbation des comptes et constatation de l'existence des sommes distribuables, l'assemblée détermine la part de celles-ci attribuée sous forme de dividende, ce dernier est toutefois prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable.

S'il y a lieu, l'assemblée affecte la part non distribuée du bénéfice distribuable de l'exercice dans les proportions qu'il ou elle détermine, soit à un ou plusieurs fonds de réserves, généraux ou spéciaux, qui restent à sa disposition, soit au compte « report à nouveau ».

Les pertes, s'il en existe, sont portées au compte « report à nouveau » ou compensées directement avec les réserves existantes.

- Mise en paiement des dividendes : les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par l'assemblée des associés ou, à défaut, par le président. Toutefois, cette mise en paiement doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prorogation de délai, par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête à la demande du président.

ARTICLE 17 . COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la société peut être exercé par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires effectuant leur mission conformément à la loi dans la mesure où les dispositions contenues dans l'article L 227-9-1 du Code de commerce ci-après littéralement rapporté reçoivent application :

« Les associés peuvent nommer un ou plusieurs commissaires aux comptes dans les conditions prévues à l'article L. 227-9.

Sont tenues de désigner au moins un commissaire aux comptes les sociétés par actions simplifiées qui dépassent, à la clôture d'un exercice social, deux des seuils suivants, fixés par décret en Conseil d'État : le total de leur bilan, le montant de leur chiffre d'affaires hors taxe ou le nombre moyen de leurs salariés au cours de l'exercice.

Sont également tenues de désigner au moins un commissaire aux comptes les sociétés par actions simplifiées qui contrôlent, au sens des II et III de l'article L. 233-16, une ou plusieurs sociétés, ou qui sont contrôlées, au sens des mêmes II et III, par une ou plusieurs sociétés.

Même si les conditions prévues aux deux alinéas précédents ne sont pas atteintes, la nomination d'un commissaire aux comptes peut être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital. »

Nomination :

Les commissaires aux comptes, titulaire et suppléant, seront nommés par l'assemblée générale ordinaire des associés pour une durée de six exercices.

Ils seront indéfiniment rééligibles, la reconduction tacite dans leur fonction est inopérante.

Mission :

Les commissaires aux comptes exercent la mission et jouissent des prérogatives définies par la loi.

Plus particulièrement, ils ont pour mission permanente :

- de vérifier les valeurs et les documents comptables de la société ;
- de contrôler la conformité de la comptabilité aux règles en vigueur ;
- de vérifier la concordance avec les comptes annuels et la sincérité des informations donnés dans le rapport de gestion et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes de la société.

Ils ne doivent en aucun cas s'immiscer dans la gestion de la société.

Les commissaires aux comptes sont appelés à l'occasion de toute consultation de la collectivité des associés.

Pour faciliter la mission du ou des commissaires s'il en existe et assurer l'information suffisante du ou des associés, les comptes annuels, le rapport de gestion, le cas échéant les comptes consolidés et le rapport sur la gestion du groupe, sont tenus au siège social à la disposition du ou des commissaires, un mois avant la convocation de l'assemblée annuelle.

Lorsque l'associé unique, personne physique, assume personnellement la présidence de la société, il est fait exception à l'obligation de déposer le rapport de gestion qui doit être toutefois tenu à la disposition de toute personne qui en fait la demande.

Démission

Les commissaires aux comptes peuvent démissionner de leurs fonctions, même pour simple convenance personnelle, à condition de ne pas exercer ce droit d'une manière préjudiciable à la société. En cas de démission du commissaire aux comptes titulaire, le suppléant accède de droit aux fonctions de ce dernier pour la durée restant à courir du mandat de celui-ci.

Révocation - Empêchement :

En cas de faute ou d'empêchement, les commissaires aux comptes peuvent être relevés de leurs fonctions avant l'expiration normale de celles-ci par décision de Justice à la demande de la gérance, de l'associé unique, ou par décision collective des associés.

TITRE VI - DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 18 : DROIT D'INFORMATION PERMANENT

Chaque associé a le droit, à toute époque, de prendre connaissance ou copie au siège social des statuts de la société ainsi que des documents ci-après concernant les trois derniers exercices sociaux :

- Liste des associés avec le nombre d'actions dont chacun d'eux est titulaire et, le cas échéant, le nombre de droits de vote attachés à ces actions.
- Les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultats et les annexes.
- Les inventaires.
- Les rapports et documents soumis aux associés à l'occasion des décisions collectives.
- Les procès-verbaux des décisions collectives comportant en annexe, le cas échéant, les pouvoirs des associés représentés.

En application des dispositions de l'article L 227-11 du Code de commerce, tout associé a le droit d'obtenir communication des conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

ARTICLE 19 : TRANSFORMATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Transformation :

La transformation de la société en une société d'une autre forme peut s'effectuer sans délai sous réserve d'une décision prise collectivement par les associés.

Dissolution :

La dissolution de la société intervient de plein droit au terme fixé pour sa durée.

Par décision de nature extraordinaire, la collectivité des associés peut décider à tout moment de la dissolution anticipée ; ce sujet doit être évoqué lorsque les capitaux propres deviennent inférieurs à la moitié du capital social du fait des pertes.

En outre, tout intéressé peut demander en Justice la dissolution de la société dans les circonstances suivantes :

- les capitaux propres étant inférieurs à la moitié du capital social, soit le président ou le commissaire aux comptes s'il existe n'a pas provoqué la décision collective des associés visée ci-dessus dans les quatre mois de la constatation des pertes, soit les associés n'ont pu valablement délibérer sur le même sujet, soit à défaut d'assainissement du bilan dans le délai et dans les conditions visées à l'article L 225-248 du Code de commerce ;
- en cas de réduction du capital social au-dessous du montant minimum légal du capital social.

Il est fait observer que la société n'est dissoute par aucun des événements susceptibles d'affecter l'un de ses associés ou par la révocation d'un président qu'il soit associé ou non. En outre, la mésentente entre les associés se traduisant par une paralysie du fonctionnement de la société constitue un juste motif de dissolution.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la décision éventuelle de dissolution, qu'elle soit volontaire ou judiciaire, entraîne, dans les conditions prévues par la loi, la transmission du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Liquidation :

A l'expiration de la durée sociale ou en cas de dissolution anticipée pour quelque cause que ce soit, la liquidation est assurée par le président alors en fonction.

La liquidation de la société est effectuée conformément à l'article L 237-1 du Code de commerce.

Le produit net de la liquidation, après l'extinction du passif et des frais de liquidation et le remboursement aux associés du montant nominal libéré et non amorti de leurs actions, est réparti entre les associés au prorata du nombre d'actions qu'ils détiennent.

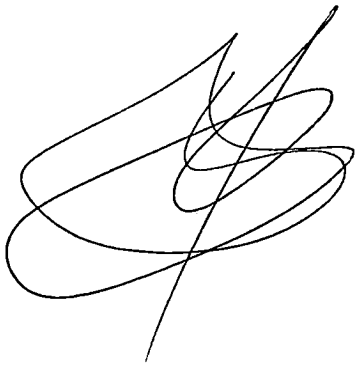
ARTICLE 20 . ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Les contestations relatives aux affaires sociales ou à l'interprétation ou à l'exécution des présents statuts, survenant pendant la durée de la société ou au cours de sa liquidation, entre les associés et la société, conformément à la loi, sont soumises à la juridiction du tribunal de commerce compétent du lieu du siège social.

ARTICLE 21 . NON-CONCURRENCE – MANDAT A EFFET POSTHUME

Il est interdit à tous membres de la société, fondateurs ou non, dirigeants ou non :

- d'exercer toute activité en dehors de celle-ci qui pourrait se révéler concurrentielle ou déloyale envers ladite société ;
- d'établir un mandat à effet posthume en contradiction avec les dispositions des présentes.

TELS SONT LES STATUTS

POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME